

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Baie-Comeau

Code géographique : 96020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

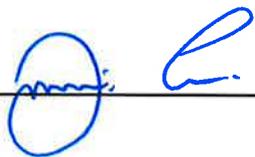
Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jeanie Caron, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Baie-Comeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2019-09-16

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Baie-Comeau

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Baie-Comeau (ci-après « l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville de Baie-Comeau au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Baie-Comeau inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Baie-Comeau
16 septembre 2019



CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique No A112439
Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
810, rue Bossé
Baie-Comeau (Québec)
G5C 1L6

DATE 2019-09-16

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations	
		2018	2017 Redressé note 22
Revenus			
Taxes	1	43 898 205	43 450 938
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 611 668	2 503 190
Quotes-parts	3		
Transferts	4	7 067 252	22 617 476
Services rendus	5	18 906 049	19 683 740
Imposition de droits	6	604 250	689 423
Amendes et pénalités	7	714 832	654 273
Revenus de placements de portefeuille	8	(8 500)	
Autres revenus d'intérêts	9	455 121	690 401
Autres revenus	10	264 798	304 614
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	74 513 675	90 594 055
Charges			
Administration générale	14	8 393 938	8 579 276
Sécurité publique	15	5 794 305	5 810 904
Transport	16	11 193 322	11 312 844
Hygiène du milieu	17	10 796 293	8 740 855
Santé et bien-être	18	396 444	357 134
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 667 573	4 372 728
Loisirs et culture	20	9 414 571	10 648 577
Réseau d'électricité	21	13 020 199	12 824 158
Frais de financement	22	4 431 406	4 608 765
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	68 108 051	67 255 241
Excédent (déficit) de l'exercice	25	6 405 624	23 338 814
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	137 054 445	113 168 076
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27	(2 367 828)	(1 540 306)
Solde redressé	28	134 686 617	111 627 770
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	141 092 241	134 966 584

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
			Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 980 519	2 317 263
Débiteurs (note 5)	2	55 129 653	53 138 401
Prêts (note 6)	3	223 958	223 958
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 313 538	8 491 962
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	100 000	100 000
	8	58 747 668	64 271 584
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		25 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 901 812	15 751 826
Revenus reportés (note 12)	12	1 966 885	1 978 674
Dettes à long terme (note 13)	13	107 961 017	112 622 758
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	7 463 300	7 556 000
	15	127 293 014	137 934 258
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(68 545 346)	(73 662 674)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	205 305 176	204 729 510
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	3 303 312	2 938 957
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 029 099	960 791
	21	209 637 587	208 629 258
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	141 092 241	134 966 584

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations	
		2018	2017 Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 405 624	23 338 814
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(9 286 845)	(29 733 899)
Produit de cession	3	96 137	228 028
Amortissement	4	8 128 182	7 451 146
(Gain) perte sur cession	5	(47 322)	68 901
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(1 109 848)	(21 985 824)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(86 219)	253 924
Variation des autres actifs non financiers	10	(68 308)	732 045
	11	(154 527)	985 969
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13	(23 921)	1 608 221
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	5 117 328	3 947 180
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(72 683 378)	(76 065 338)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16	(979 296)	(1 544 516)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(73 662 674)	(77 609 854)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(68 545 346)	(73 662 674)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
			Redressé note 22
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 405 624	23 338 814
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	8 128 182	7 451 146
Autres			
- Gain/Perte sur cession	3	(38 822)	68 901
- Retraitement EF organismes	4	320 462	1 219 582
	5	14 815 446	32 078 443
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 991 252)	(19 448 961)
Autres actifs financiers	7		1 468
Créditeurs et charges à payer	8	(5 850 014)	2 891 039
Revenus reportés	9	(11 789)	157 415
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(92 700)	(2 804 200)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(86 219)	253 924
Autres actifs non financiers	13	(68 308)	732 047
	14	6 715 164	13 861 175
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(9 286 845)	(29 733 899)
Produit de cession	16	96 137	228 028
	17	(9 190 708)	(29 505 871)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(8 500)	()
Remboursement ou cession	19		537 105
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(125 328)	(83 524)
Cession	21	7 303 752	21 150 000
	22	7 169 924	21 603 581
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	13 495 816	7 244 139
Remboursement de la dette à long terme	24	(18 124 056)	(15 587 625)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(25 000)	(25 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(33 501)	34 148
Autres			
- Autres	27		
- Dette organisme, chang. % conso	28		(1 288 040)
	29	(4 686 741)	(9 622 378)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	7 639	(3 663 493)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 227 533	6 727 374
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	(1 254 653)	(746 618)
Solde redressé	33	1 972 880	5 980 756
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	1 980 519	2 317 263

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Baie-Comeau a été constituée selon la Loi sur les cités et villes (L.R.Q. no 37) en 1982, regroupant en une seule municipalité les municipalités ayant été constituées selon la Loi constituant en corporation la Ville de Baie-Comeau (1937, chapitre 120) et la Loi constituant en corporation la Ville de Hauterive (1950, chapitre 124) sous le nom de Ville de Baie-Comeau.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes périmunicipaux suivants:

	Consolidation ligne par ligne	Valeur de consolidation
Croisières Baie-Comeau Inc.	x	
Corporation Plein-Air Baie-Comeau Inc.	x	
Club de hockey junior majeur de Baie-Comeau Inc.	x	
Société d'expansion de Baie-Comeau	x	

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe (73.43 %, 73.81 % en 2017). Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La municipalité participe aux partenariats suivants:

	Consolidation ligne par ligne	Valeur de consolidation
--	----------------------------------	----------------------------

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Régie de gestion de matières résiduelles de
Manicouagan

x

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice*Estimations comptables*

La préparation des états financiers de la Ville de Baie-Comeau, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Les opérations de la Ville sont enregistrées conformément aux principes comptables généralement reconnus compte tenu des usages particuliers de la comptabilité municipale et en fonction des directives du Manuel de normalisation de la comptabilité municipale au Québec.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

a) Actifs financiers*Prêts*

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas du coût et de la valeur de remplacement; le coût étant essentiellement déterminé suivant la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode linéaire aux taux suivants:

infrastructures	2,5%
bâtiments	2,5%
véhicules	5 à 10%
ameublement & équipement	10 à 20%
machinerie & outillage	5 à 10%

L'amortissement du réseau d'électricité se calcule sur le solde dégressif aux taux de 3 à 10%.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

D) Passifs

Les passifs de la municipalité et des organismes contrôlés sont les créiteurs et frais courus, les revenus reportés, dette à long terme et passif au titre des avantages sociaux futurs.

E) Revenus

La Ville se doit d'utiliser la méthode de comptabilité d'exercice qui consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou toute autre façon.

a) TAXES

Ces revenus sont constatés lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

b) PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils font l'objet d'une demande de paiement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

c) SERVICES RENDUS

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

d) DROIT DE MUTATION IMMOBILIÈRE

Ces droits sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

e) AMENDES

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées sur la base des contraventions émises.

f) CESSION D'ACTIFS IMMOBILISÉS

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert. La date officielle est celle qui est stipulée au contrat ou lorsque la Ville ne peut plus bénéficier des avantages économiques rattachés à l'immobilisation.

g) TRANSFERTS

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

h) MODIFICATION AUX RÔLES D'ÉVALUATION FONCIÈRE ET DE LA VALEUR LOCATIVE

Les revenus de taxes et de paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés à partir des certificats émis par l'évaluateur et qui ont un effet rétroactif pour l'année visée par les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti ;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.
- Frais d'assainissement pour les sites contaminés :
 - pour le passif constaté au 1er janvier 2016: Aucun passif à comptabiliser.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Actifs, actifs éventuels et droits contractuels

Le 1er janvier 2018, la municipalité a adopté les recommandations des nouveaux chapitre SP 3210, «Actifs», SP 3320, «Actifs éventuels», et SP 3380, «Droits contractuels», du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Apparentés

Le 1er janvier 2018, la municipalité a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 2200, «Information relative aux apparentés», et SP 3420, «Opérations interentités», du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 3 458 365	3 901 457
Découvert bancaire	2 (1 477 846)	(1 584 194)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 1 980 519	2 317 263
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 1 768 153	1 641 962
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 7 597 000	4 911 000
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 773 090	917 126
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 742	713
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 29 281 226	29 854 273
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 20 255 476	17 933 220
Organismes municipaux	15 1 608 834	1 192 646
Autres		
- Autres comptes à recevoir	16 3 210 285	3 240 423
-	17	
	18 55 129 653	53 138 401
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 28 444 343	28 330 092
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 28 444 343	28 330 092
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 334 688	256 885
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24 223 958	223 958
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28 223 958	223 958
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	499 934	800 084
Autres placements	31	813 604	7 691 878
	32	<u>1 313 538</u>	<u>8 491 962</u>
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(5 320 300)	(5 540 700)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(2 143 000)	(2 015 300)
	37	<u>(7 463 300)</u>	<u>(7 556 000)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 769 100	2 376 100
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	184 500	146 500
Régimes à cotisations déterminées	40	22 677	22 591
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	43 948	21 118
	43	<u>3 020 225</u>	<u>2 566 309</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45	100 000	100 000
	46	<u>100 000</u>	<u>100 000</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Ville de Baie-Comeau dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 20 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel - 0.5%. Au 31 décembre 2018, le solde inutilisé est de 20 000 000 \$.

La Régie dispose d'une facilité de crédit, d'un montant autorisé de 1 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable le 30 juin 2019. Au 31 décembre 2018, aucun montant n'était utilisé.

La Corporation plein air Manicouagan dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 175 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel + 0%, garanti par le cautionnement de la Ville de Baie-Comeau. Au 31 décembre 2018, le solde inutilisé est de 175 000 \$.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	4 009 034	8 973 868
Salaires et avantages sociaux	48	1 482 519	1 462 560
Dépôts et retenues de garantie	49	2 918 236	3 822 431
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	776 756	691 878
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêt courus à payer	53	644 978	704 647
- Redevances à payer	54	69 255	91 449
- Autres	55	1 034	4 993
-	56		
-	57		
	58	9 901 812	15 751 826

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	93 390	8 280
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	1 475 014	1 360 418
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	30 587	3 677
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus perçues d'avance	68	171 904	409 498
- Subvention perçue d'avance	69	195 990	196 801
-	70		
-	71		
	72	1 966 885	1 978 674

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

			2018	2017
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt			
	de	à		
	Échéance			
	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	73		102 506 470	105 996 873
Obligations et billets en monnaies étrangères	74			
Gains (pertes) de change reportés	75			
	76			
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	77		3 826 997	4 409 344
Organismes municipaux	78			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	79		1 065 635	1 462 580
Autres	80		616 816	775 361
	81		108 015 918	112 644 158
Frais reportés liés à la dette à long terme	82	(54 901)	(21 400)	
	83		107 961 017	112 622 758

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2019	84	92	9 744 895	100	343 752	109	1 055 041	117	11 143 688
2020	85	93	9 533 683	101	270 814	110	320 668	118	10 125 165
2021	86	94	10 276 198	102	276 696	111	204 702	119	10 757 596
2022	87	95	7 594 279	103	175 657	112	204 712	120	7 974 648
2023	88	96	9 882 999	104		113	204 724	121	10 087 723
2024 et +	89	97	55 474 416	105		114	2 453 966	122	57 928 382
	90	98	102 506 470	106	1 066 919	115	4 443 813	123	108 017 202
Intérêts et frais accessoires				107	(1 284)			124	(1 284)
	91	99	102 506 470	108	1 065 635	116	4 443 813	125	108 015 918

Note

			2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	126		(55 368 352)	(60 314 527)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()	
Autres	128	(13 176 994)	(13 348 147)	
	129		(68 545 346)	(73 662 674)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	65 377 742	158	2 521 792	185		212	67 899 534
Eaux usées	131	45 151 570	159	816 953	186		213	45 968 523
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	60 583 307	160	2 490 347	187		214	63 073 654
Autres	133	28 895 225	161	29 588	188	71 652	215	28 853 161
Réseau d'électricité	134	10 573 226	162	209 612	189		216	10 782 838
Bâtiments	135	59 375 717	163	2 014 588	190	43 005	217	61 347 300
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	8 054 025	165	150 290	192	1 026 485	219	7 177 830
Ameublement et équipement de bureau	138	6 247 560	166	252 350	193	168 615	220	6 331 295
Machinerie, outillage et équipement divers	139	16 307 470	167	293 438	194	765 964	221	15 834 944
Terrains	140	11 699 894	168	12 499	195	295 033	222	11 417 360
Autres	141	283 198	169		196	84 149	223	199 049
	142	<u>312 548 934</u>	170	<u>8 791 457</u>	197	<u>2 454 903</u>	224	<u>318 885 488</u>
Immobilisations en cours	143	<u>486 825</u>	171	<u>495 388</u>	198	<u>449</u>	225	<u>981 764</u>
	144	<u>313 035 759</u>	172	<u>9 286 845</u>	199	<u>2 455 352</u>	226	<u>319 867 252</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	4 336 448	173	1 634 521	200		227	5 970 969
Eaux usées	146	20 052 256	174	1 128 835	201		228	21 181 091
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	20 905 688	175	1 524 388	202		229	22 430 076
Autres	148	10 341 179	176	983 612	203	44 304	230	11 280 487
Réseau d'électricité	149	6 359 018	177	161 049	204		231	6 520 067
Bâtiments	150	24 408 334	178	1 202 929	205	(31 034)	232	25 642 297
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	3 058 503	180	490 143	207	598 960	234	2 949 686
Ameublement et équipement de bureau	153	5 174 288	181	398 003	208	196 995	235	5 375 296
Machinerie, outillage et équipement divers	154	13 464 712	182	585 272	209	978 987	236	13 070 997
Autres	155	205 823	183	19 430	210	84 143	237	141 110
	156	<u>108 306 249</u>	184	<u>8 128 182</u>	211	<u>1 872 355</u>	238	<u>114 562 076</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>204 729 510</u>					239	<u>205 305 176</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(	244	(	246	(	248	(
Valeur comptable nette	242		249				249	

Note

Des immobilisations corporelles qui ont été transférées dans les stocks de fournitures

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

d'un montant 278 136 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Frais reportés	256	1 029 099
-	257	960 791
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	1 029 099
		960 791
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles**A) Enlèvement des ordures**

Jusqu'en 2011, la Ville de Baie-Comeau octroyait les contrats pour la cueillette des matières recyclables et des déchets domestiques à des entrepreneurs par appels d'offres. Suite à un transfert de compétences au cours de l'année 2011, c'est la Régie de gestion des matières résiduelles qui a désormais la responsabilité de l'enlèvement des ordures.

B) Sites de neiges usées

Les contrats d'entretien de ces sites totalisent 94 862 \$ pour l'année 2018 et totalisent 95 220 \$ pour 2019. Le contrat pour le site Marquette a été renouvelé en 2017 pour une période de cinq ans. Le contrat pour le site Mingan a été renouvelé en 2018 pour une période de cinq ans.

C) Contrat de service

Les contrats de service totalisent 485 203 \$ pour l'année 2018. Pour les contrats en cours en 2019, cela totalisera 511 422 \$. Les échéances varient entre 2019 et 2024.

D) Location d'équipement et de machinerie

Les locations d'équipement et de machinerie totalisent 595 922 \$ pour l'année 2018 et totaliseront 542 535 \$ pour 2019. Les échéances varient entre 2019 et 2024 selon les contrats de location.

E) Entretien ménager

Les versements prévus pour les quinze (15) contrats d'entretien ménager totalisent 574 358 \$ pour l'année 2018. Les échéances varient selon les différents contrats (2019 à 2023). Le coût pour 2019 est de 533 792 \$, selon les contrats en cours.

F) Transport en commun

Un contrat lie la Ville de Baie-Comeau pour le transport en commun. Le coût est payable par versements mensuels. Les dépenses totales du transport en commun représentent 631 416 \$ en 2018.

G) Transport adapté

Un contrat pour le transport adapté lie la Ville de Baie-Comeau jusqu'en 2019 inclusivement. Ce contrat est payable par versements mensuels. Les dépenses totales du transport adapté représentent un déboursé total de 583 267 \$ en 2018.

H) Office municipal d'habitation de Baie-Comeau

L'office municipal d'habitation de Baie-Comeau, la municipalité et la société d'habitation du Québec ont signés une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La société d'habitation du Québec contribue à 90% au déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****19. Droits contractuels**

La municipalité reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 776 248 \$ sur une période de 5 ans. L'échéancier pour le versement de ces intérêts est de 250 939 \$ en 2019, 210 884 \$ en 2020, 123 102 \$ en 2021, 104 550 \$ en 2022 et de 86 773 \$ en 2023.

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie****a) RECLAMATION D'ASSURANCE**

Au 31 décembre 2018, il y avait 68 dossiers pendants au Service des assurances et réclamations de la Ville. De ce nombre, 54 dossiers consistaient en des mises en demeure pour lesquelles aucun montant n'était précisé, 7 dossiers représentaient un compte à percevoir d'un tiers pour des biens endommagés de la Ville, 1 dossier représentait un compte à percevoir des assureurs pour un véhicule endommagé appartenant à la Ville et 6 dossiers étaient en instance judiciaire.

b) CAUTIONNEMENT

La Ville s'est engagée par lettre de cautionnement pour un montant de:

S.A.E.P.	250 000 \$
Corporation plein air Manicouagan	1 425 000 \$
Club social colombien de Hauterive	40 000 \$
Refuge Animal Le Chapitou	36 459 \$

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, suite à une révision des indicateurs de contrôle, la ville a déconsolidé deux organismes qui étaient compris dans le périmètre comptable de l'année

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

antérieure. Cette modification a été appliquée rétrospectivement sans toutefois que les états financiers de la période antérieure soient retraités. Au cours de l'exercice la ville a donc redressé l'excédent accumulé par une diminution de 257 000 \$, une diminution de l'actif total de 652 430 \$, une diminution du passif de 395 429 \$ et a également diminué la trésorerie et équivalent de trésorerie de 337 000 \$.

De plus, suite à un changement du pourcentage de la participation de la ville dans la Régie de gestion des matières résiduelles de Manicouagan, la ville a redressé l'excédent accumulé par une diminution de 22 967 \$, une diminution de l'actif total de 89 092 \$, une diminution du passif de 66 125 \$ et a également diminué la trésorerie et l'équivalent de trésorerie de 7 383 \$.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2017 ont été retraités puisqu'il y avait des erreurs dans les éliminations et au niveau de tous les ajustements requis afin d'harmoniser les méthodes comptables des organismes contrôlés, qui n'étaient pas effectués dans le cadre du processus de consolidation. La ville a donc redressé l'excédent accumulé au 1er janvier 2017 par une diminution de 430 589 \$ et l'excédent de l'exercice a diminué de 407 626 \$. Au 31 décembre 2017, l'actif total a diminué de 1 156 754 \$ et le passif a diminué de 318 538 \$. De plus, l'excédent de fonctionnement pour l'exercice 2017 a des fins fiscales a été diminué de 641 017 \$.

Également, la Régie de gestion de matières résiduelles de Manicouagan était consolidée proportionnellement, ligne par ligne, à un pourcentage de 81,88 %, alors que la participation réelle était de 73,81 %. Cette modification a entraîné une diminution de l'actif total de 1 873 685 \$ et une diminution du passif de 1 315 918 \$. Elle a aussi entraîné une diminution de l'excédent accumulé par une diminution de 501 364 \$, l'excédent de l'exercice a été diminué de 56 404 \$ et a aussi diminué la trésorerie et l'équivalents de trésorerie de 138 265 \$. De plus, l'excédent de fonctionnement pour l'exercice 2017 a des fins fiscales a été diminué de 27 641 \$.

La Régie a relevé que la réserve financière au titre de la fiducie post-fermeture découlait d'une affectation externe pour les exercices antérieurs. En conséquence, le solde de l'excédent accumulé au 1er janvier a été diminué de 608 353 \$, la charge de 83 525 \$ de l'exercice 2017 a été reclassé des affectations aux réserves financières et fonds réservés vers la charge d'hygiène du milieu et le passif au titre des activités de fermeture et d'après fermeture des sites d'enfouissement a été augmenté de 691 878 \$.

Aussi, l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2017 a des fins fiscales a été diminué de 34 148 \$ correspondant à la variation des frais reportés liés à la dette à long terme qui avait été incluses dans le remboursement de la dette à long terme.

Enfin, un montant de 277 640 \$ a été redressé entre l'excédent de fonctionnement non affecté et le financement des investissements en cours au 31 décembre 2017.

23. Données budgétaires

S.O.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25 Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 3 728 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

26 Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés

La municipalité devra assumer les coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle en aura la responsabilité, pour lesquels aucun passif n'est constaté aux états financiers puisque, à la date des états financiers, il n'était pas prévu que des avantages économiques futurs soient abandonnés.

27 Opérations interentités

S.O.

28 Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses lors de l'établissement de la provision pour activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement. Ces estimations et hypothèses portent notamment sur les coûts de gestion, le taux de rendement des placements de portefeuille rattachés et le volume annuel enfouis. En raison des incertitudes reliées aux estimations, les résultats réels pourraient différer. Ainsi, l'évaluation de provision pour activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement présenté dans le bilan et la charge d'hygiène du milieu reflètent la meilleure estimation de la direction en tenant compte de toute l'information disponible à la date de clôture.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	43 450 938	43 823 990	43 898 205				43 898 205
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 503 190	2 452 790	2 611 668				2 611 668
Quotes-parts	3						2 127 203	
Transferts	4	1 163 711	973 480	1 593 869			1 785 414	2 525 733
Services rendus	5	17 414 059	17 046 960	17 506 708			1 484 823	18 906 049
Imposition de droits	6	689 423	629 300	604 250				604 250
Amendes et pénalités	7	654 273	594 000	714 832				714 832
Revenus de placements de portefeuille	8						(8 500)	(8 500)
Autres revenus d'intérêts	9	617 765	291 770	386 917			68 204	455 121
Autres revenus	10	55 673	30 300	(173 868)			438 666	264 798
Effet net des opérations de restructuration	11							
	12	66 549 032	65 842 590	67 142 581			5 895 810	69 972 156
Investissement								
Taxes	13							
Quotes-parts	14							
Transferts	15	20 056 006		4 407 918			133 601	4 541 519
Imposition de droits	16							
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	17							
Autres	18							
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19							
	20	20 056 006		4 407 918			133 601	4 541 519
	21	86 605 038	65 842 590	71 550 499			6 029 411	74 513 675
Charges								
Administration générale	22	7 331 807	8 717 524	7 448 638	374 784		570 516	8 393 938
Sécurité publique	23	5 695 601	5 717 247	5 593 917	200 388			5 794 305
Transport	24	9 568 079	8 717 712	9 409 140	1 784 182			11 193 322
Hygiène du milieu	25	5 896 159	6 620 989	7 083 399	2 973 330		2 866 767	10 796 293
Santé et bien-être	26	357 134	367 770	396 444				396 444
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 805 391	3 121 501	3 260 586	434 890		1 908 129	4 667 573
Loisirs et culture	28	8 785 566	8 459 476	8 431 134	985 003		1 434	9 414 571
Réseau d'électricité	29	12 571 060	13 008 031	12 767 175	253 024			13 020 199
Frais de financement	30	4 186 157	4 150 550	4 042 084			389 322	4 431 406
Effet net des opérations de restructuration	31							
Amortissement des immobilisations	32	6 110 986	6 118 577	7 005 601	(7 005 601)			
	33	63 307 940	64 999 377	65 438 118			5 736 168	68 108 051
Excédent (déficit) de l'exercice	34	23 297 098	843 213	6 112 381			293 243	6 405 624

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	23 297 098	843 213	6 112 381	293 243		6 405 624	
Moins: revenus d'investissement	2	(20 056 006)	()	(4 407 918)	(133 601)	()	(4 541 519)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 241 092	843 213	1 704 463	159 642		1 864 105	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	6 110 986	6 118 577	7 005 601	1 122 581		8 128 182	
Produit de cession	5	220 647		96 137			96 137	
(Gain) perte sur cession	6	75 412		230 814	(278 136)		(47 322)	
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	6 407 045	6 118 577	7 332 552	844 445		8 176 997	
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux								
Remboursement ou produit de cession	12				300 150		300 150	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				8 500		8 500	
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15				308 650		308 650	
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				11 976		11 976	
Remboursement de la dette à long terme	17	(7 862 284)	(8 522 990)	(7 932 564)	(946 053)	()	(8 878 617)	
	18	(7 862 284)	(8 522 990)	(7 932 564)	(934 077)		(8 866 641)	
Affectations								
Activités d'investissement	19	(415 586)	(140 000)	(358 706)	(192 726)	()	(551 432)	
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		3 462 390	3 462 390	51 400		3 513 790	
Excédent de fonctionnement affecté	21							
Réserves financières et fonds réservés	22	127 907	(333 000)	(451 031)	(51 400)		(502 431)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(431 772)	(1 428 190)	(431 772)			(431 772)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(719 451)	1 561 200	2 220 881	(192 726)		2 028 155	
	26	(2 174 690)	(843 213)	1 620 869	26 292		1 647 161	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 066 402		3 325 332	185 934		3 511 266	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Réalisations 2017</u>		<u>Réalisations 2018</u>	
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus d'investissement	1	20 056 006	4 407 918	133 601	4 541 519
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(79 719)	(80 161)	(4 702)	(84 863)
Sécurité publique	3	(1 029 656)	(158 093)	()	(158 093)
Transport	4	(1 309 671)	(4 867 949)	()	(4 867 949)
Hygiène du milieu	5	(25 027 626)	(2 685 493)	(269 730)	(2 955 223)
Santé et bien-être	6	(8 278)	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(134 081)	(55 272)	(669 395)	(724 667)
Loisirs et culture	8	(63 141)	(233 282)	()	(233 282)
Réseau d'électricité	9	(708 908)	(262 768)	()	(262 768)
	10	(28 361 080)	(8 343 018)	(943 827)	(9 286 845)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	(8 500)	(8 500)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	(7 752 167)	4 163 471	996 752	5 160 223
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	415 586	358 706	192 726	551 432
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	1 499 453	288 322		288 322
	18	1 915 039	647 028	192 726	839 754
	19	(34 198 208)	(3 532 519)	237 151	(3 295 368)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(14 142 202)	875 399	370 752	1 246 151

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2017</u>		<u>2018</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	159 868	302 352	1 678 167	1 980 519
Débiteurs (note 5)	2	53 320 636	56 176 787	780 788	55 129 653
Prêts (note 6)	3	223 958	223 958		223 958
Placements de portefeuille (note 7)	4	9 000 000	2 000 000	1 313 538	1 313 538
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7			100 000	100 000
	8	62 704 462	58 703 097	3 872 493	58 747 668
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	13 612 273	8 377 314	2 502 125	9 901 812
Revenus reportés (note 12)	12	1 686 397	1 966 885		1 966 885
Dette à long terme (note 13)	13	100 164 319	96 263 950	12 547 362	107 961 017
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	7 556 000	7 463 300		7 463 300
	15	123 018 989	114 071 449	15 049 487	127 293 014
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(60 314 527)	(55 368 352)	(11 176 994)	(68 545 346)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	181 344 118	182 354 584	22 950 592	205 305 176
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	1 228 101	1 279 363	2 023 949	3 303 312
Autres actifs non financiers (note 17)	20	880 123	984 601	44 498	1 029 099
	21	183 452 342	184 618 548	25 019 039	209 637 587
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	8 050 537	7 913 478	1 261 422	9 174 900
Excédent de fonctionnement affecté	23	741 966	656 387		656 387
Réserves financières et fonds réservés	24	1 132 535	1 357 842	468 096	1 825 938
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(1 287 031)	(855 259)	()	(855 259)
Financement des investissements en cours	26	1 439 523	2 314 923	70 577	2 385 500
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	113 060 285	117 862 825	12 041 950	127 904 775
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	123 137 815	129 250 196	13 842 045	141 092 241

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017 Redressé note 22
Rémunération	1	15 498 320	16 396 296	17 519 058	17 317 220
Charges sociales	2	4 186 650	4 357 761	4 700 064	4 478 524
Biens et services	3	31 991 628	30 705 700	32 401 124	32 364 983
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	3 153 480	3 210 908	3 210 908	3 452 731
D'autres organismes municipaux	5			327 068	341 186
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	810			
D'autres tiers	7	40 160			
Autres frais de financement	8	956 100	831 176	893 430	814 848
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	2 371 002	2 219 190	91 987	244 442
Transferts	10			27 453	27 082
Autres	11	269 100	265 440	265 440	261 676
Autres organismes					
Transferts	12			8 811	9 318
Autres	13	413 550	446 046	446 046	408 561
Amortissement des immobilisations	14	6 118 577	7 005 601	8 128 182	7 451 146
Autres					
- Fiducie post-fermeture	15			88 480	83 524
-	16				
-	17				
	18	64 999 377	65 438 118	68 108 051	67 255 241

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	
<hr/>		
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	() (
	16		
	17		
<hr/>			
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dettes à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille

1

Revenus sur les prêts aux entreprises

2

Autres revenus

3

4

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

5

Variation de la provision pour moins-value

6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie

12

Placements de portefeuille

13

Débiteurs

14

Prêts aux entreprises

15

Provision pour moins-value

16

() ()

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer

19

Revenus reportés

20

Dette à long terme

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

23

Excédent (déficit) non affecté

24

25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres

26

Supportant les engagements de prêts

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	5		
Créances douteuses	6		
Autres frais de gestion	7		
	8		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
	15		
	16		
Excédent (déficit) de l'exercice	17		

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20		
Provision pour créances douteuses	21	() (
	22		
Autres	23		
	24		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 174 900	9 276 809
Excédent de fonctionnement affecté	2	656 387	741 966
Réserves financières et fonds réservés	3	1 825 938	1 654 750
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	855 259 ) (	1 287 031)
Financement des investissements en cours	5	2 385 500	1 137 779
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	127 904 775	123 442 311
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	141 092 241	134 966 584
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	7 913 478	8 050 537
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 261 422	1 226 272
	11	9 174 900	9 276 809
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Fonds auto-assurance	12	656 387	741 966
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	656 387	741 966
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	656 387	741 966
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	725 756	477 469
Organismes contrôlés et partenariats	38	462 605	516 693
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40	5 491	5 522
Montant non réservé			
Administration municipale	41	566 131	589 110
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement			
Fonds local de solidarité	43		
Autres	44		
-	45	65 955	65 956
-	46		
	47	1 825 938	1 654 750
	48	1 825 938	1 654 750

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (388 632)	(582 946)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (176 772)	(353 541)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 (275 000)	(320 833)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()	()
	54 (840 404)	(1 257 320)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()	()
Autres	58 ()	()
-	59 ()	()
	60 (840 404)	(1 257 320)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (14 855)	(29 711)
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres	66 ()	()
-	67 ()	()
	68 (14 855)	(29 711)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()	()
Autres	72 ()	()
-	73 ()	()
	74 ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (855 259)	(1 287 031)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 2 385 500	1 439 523
Investissements à financer	83 () ()	301 744)
	84 2 385 500	1 137 779
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 205 305 176	204 729 510
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87 223 958	223 958
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 499 934	800 084
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 206 029 068	205 753 552
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 206 029 068	205 753 552
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (107 961 017) ()	112 622 758)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (54 901) ()	21 400)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 28 440 597	28 330 093
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 1 451 028	2 002 824
	98 (78 124 293) ()	82 311 241)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ())
	100 (78 124 293) ()	82 311 241)
	101 127 904 775	123 442 311

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2016 tel qu'exigé par la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

Date de la retraite normale: 65 ans

Date de la retraite anticipée et ajustements applicables: 55 ans

Les modalités suivantes s'appliquent aux participants inactifs qui prennent leur retraite:

Avant le 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction du pourcentage annuel indiqué ci-dessous entre 60 et 63 ans

Catégories 1 et 6: 4.50%

Catégories 2 et 7: 2.75%

Catégories 3 et 8 : 3.50%

À compter du 1er janvier 2014, voir les modalités suivantes applicables aux participants actifs pour cette période

Catégorgies 2 et 7

Avant le 1er janvier 1991: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 65 ans

Entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 2013: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 61.5 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

Catégorgies 3 et 8

Avant le 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 62 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

Catégorgies 1 et 6

Avant le 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 61.75 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

Catégorgies 4 et 9

Avant le 1er janvier 2005: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 59 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 59 et 61 ans.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 2013: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 58 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 58 et 60 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 58 ans.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (5 540 700)	(8 431 500)
Charge de l'exercice	4 (2 769 100)	(2 376 100)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 989 500	5 266 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(5 320 300)</u>	<u>(5 540 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 69 051 500	70 123 900
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (84 009 200)	(82 614 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (14 957 700)	(12 490 100)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 9 637 400	6 949 400
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (5 320 300)	(5 540 700)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(5 320 300)</u>	<u>(5 540 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 69 051 500	70 123 900
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (84 009 200)	(82 614 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (14 957 700)	(12 490 100)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 643 800	2 497 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19))
	20 2 643 800	2 497 600
Cotisations salariales des employés	21 (1 225 200)	(1 149 900)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 1 418 600	1 347 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 774 600	483 700
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25))
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26))
Variation de la provision pour moins-value	27))
Autres	28))
-	29))
-	30))
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>2 193 200</u>	<u>1 831 400</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 4 103 700	4 102 300
Rendement espéré des actifs	33 (3 527 800)	(3 557 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 575 900	544 700
Charge de l'exercice	35 <u>2 769 100</u>	<u>2 376 100</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 (539 100)	4 831 600
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (3 527 800)	(3 557 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (4 066 900)	1 274 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 586 400	(4 947 100)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 4 705 600	4 034 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 69 051 500	70 123 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42 1 451 000	2 002 800
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 800 700	835 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 93 800	386 100
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,05 %	5,05 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,05 %	5,55 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (2 015 300)	(1 928 700)
Charge de l'exercice	56 (184 500)	(146 500)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 56 800	59 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(2 143 000)</u>	<u>(2 015 300)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (2 335 300)	(2 304 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (2 335 300)	(2 304 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 192 300	289 100
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (2 143 000)	(2 015 300)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(2 143 000)</u>	<u>(2 015 300)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (2 335 300)	(2 304 400)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(2 335 300)</u>	<u>(2 304 400)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 87 900	79 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 87 900	79 400
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 87 900	79 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 21 000	(3 700)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>108 900</u>	<u>75 700</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 <u>75 600</u>	<u>70 800</u>
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>75 600</u>	<u>70 800</u>
Charge de l'exercice	87 <u>184 500</u>	<u>146 500</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 75 800	(296 400)
Prestations versées au cours de l'exercice	92 56 800	59 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 3,50 %	3,20 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 3,50 %	3,20 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,63 %	5,76 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 036	2 036
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM) a été mis en place par le gouvernement en 1975. Depuis 1989, les élus municipaux ne cotisent plus à ce régime, puisqu'il a été remplacé par le Régime de retraite des élus municipaux (RREM).

Retraite Québec a continué d'effectuer les paiements en vertu du RRMCM aux participants du régime et a puisé les sommes à même sa caisse de retraite jusqu'en novembre 2017, date de l'épuisement de la caisse. Depuis cette date, toutes les sommes payables en vertu du RRMCM sont devenues des prestations payables, selon les mêmes modalités, en vertu du Régime de prestations supplémentaires des maires et conseillers des municipalités (RPSMCM). Celles-ci sont financées par des contributions annuelles des municipalités concernées.

Pour ce faire, Retraite Québec a transmis une première facture en février 2017 et elle répétera annuellement l'envoi à chaque municipalité concernée. Ces factures sont établies en fonction de l'estimation de l'ensemble des paiements à effectuer au cours de l'année civile en cours et des pourcentages de répartition indiqués à l'annexe du Règlement publié à la Gazette officielle du Québec du 8 février 2017.

Le RPSMCM est considéré comme un régime d'avantages de retraite interemployeurs à prestations déterminées.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	22 591
	112	22 677
	22 677	22 591

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	
	_____	_____

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115 <u>9</u>	<u>9</u>

Description du régime

Créé en 1989, le RREM a remplacé le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM), qui était en vigueur depuis le 1er janvier 1975. Retraire Québec (anciennement LA CARRA) administre le RREM, mais c'est le ministre des affaires municipales et de l'Occupation du territoire qui est responsable de l'application de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux. Le RREM vise les membres du conseil municipal et de certains organismes supramunicipaux.

La participation des élus est obligatoire jusqu'à la fin du mandat, au plus tard, jusqu'au 30 décembre de l'année où ils auront 69 ans.

Le Régime de retraite des élus municipaux est un régime à prestations déterminées. Un tel régime garantit une rente de base dont le montant est fixé selon une formule de calcul établie.

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Cotisations des élus au RREM	116 <u>13 041</u>	<u>6 266</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117 43 948	21 118
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	
	119 <u>43 948</u>	<u>21 118</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2018	2018	2018	2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	40 820 370	40 853 846	40 853 846
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	40 820 370	40 853 846	40 853 846
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 843 620	2 847 852	2 847 852
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	130 000	167 189	167 189
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 973 620	3 015 041	3 015 041
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24	30 000	29 318	29 318
	25	30 000	29 318	29 318
	26	3 003 620	3 044 359	3 044 359
	27	43 823 990	43 898 205	43 898 205
				43 450 938

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2018	2018	2018	2017
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	514 990	519 976	514 902
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	8 870	8 861	8 861
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31	41 090	41 089	41 089
	32	564 950	569 926	564 852
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	894 280	929 770	897 804
Cégeps et universités	34	227 190	221 297	213 686
Écoles primaires et secondaires	35	697 990	796 992	734 467
	36	1 819 460	1 948 059	1 845 957
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	2 384 410	2 517 985	2 410 809
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	44 750	47 966	47 584
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	1 390	1 385	1 385
Taxes d'affaires	44			
	45	46 140	49 351	48 969
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	22 240	44 332	43 412
	48	22 240	44 332	43 412
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	2 452 790	2 611 668	2 503 190

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			21 804
Sécurité publique				
Police	54	1 992	1 992	
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	100 510	140 087	131 261
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	112 230	149 337	98 421
Transport adapté	62	300 000	321 119	321 119
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71		142 664	142 664
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			162 665
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73		683 125	755 283
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83		28 750	28 750
Rénovation urbaine	84	9 440	8 286	8 725
Promotion et développement économique	85	90 540	90 540	155 024
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	14 970	18 049	19 184
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	92 940	83 995	79 321
Autres	89	55 610	411 855	232 693
Réseau d'électricité	90			75 600
	91	776 240	1 396 674	2 061 100

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	972 477	972 477	
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	2 091 133	2 091 133	19 913 572
Réseau de distribution de l'eau potable	108	4 780	4 780	
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	1 337 428	1 337 428	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122	2 100	2 100	3 835
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124		133 601	263 134
Autres	125			75 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			30 438
Réseau d'électricité	129			
	130	4 407 918	4 541 519	20 285 979

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	134 640	134 586	207 788
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139	62 600	62 609	62 609
	140	197 240	197 195	270 397
TOTAL DES TRANSFERTS	141	973 480	6 001 787	22 617 476

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			374 553
	145			374 553
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180	15 000	15 000	15 000
	181	15 000	15 000	15 000
Réseau d'électricité	182			
	183	15 000	15 000	389 553

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	184			8 498
Évaluation	185			
Autre	186	803 340	808 990	710 592
	187	803 340	808 990	719 090
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189	88 700	119 646	94 980
Sécurité civile	190	265 280	268 955	268 955
Autres	191			265 279
	192	353 980	388 601	360 259
Transport				
Réseau routier				
Voierie municipale	193	50 000	56 628	42 613
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195		26 246	16 380
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196	160 000	132 261	131 700
Transport adapté	197	270 520	117 262	222 759
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201	480 520	332 397	413 452
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			7 446
Réseau de distribution de l'eau potable	203	15 000	20 080	20 080
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207			
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			1 145 773
	212	15 000	20 080	1 115 900
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			453 859
Autres	220			131 585
	221			585 444
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	765 470	833 534	858 590
Activités culturelles				
Bibliothèques	223		73 446	31 579
Autres	224	113 650	97 529	738 611
	225	879 120	1 004 509	1 628 780
Réseau d'électricité	226	14 500 000	14 937 131	14 433 943
	227	17 031 960	17 491 708	19 294 187
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	17 046 960	17 506 708	19 683 740

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	229	104 300	78 469	78 469	108 359
Droits de mutation immobilière	230	400 000	525 781	525 781	581 064
Droits sur les carrières et sablières	231	125 000			
Autres	232				
	233	629 300	604 250	604 250	689 423
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	234	594 000	714 832	714 832	654 273
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	235			(8 500)	
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	236	291 770	386 917	455 121	690 401
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		(230 814)	47 322	(68 031)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239				
Contributions des promoteurs	240				74 597
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241				
Contributions des organismes municipaux	242				
Autres contributions	243				54 600
Redevances réglementaires	244				
Autres	245	30 300	56 946	217 476	243 448
	246	30 300	(173 868)	264 798	304 614
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	247				

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	485 990	641 349	2 256	643 605	643 605	411 980
Greffe et application de la loi	2	1 089 629	1 054 339	29 103	1 083 442	1 083 442	1 149 768
Gestion financière et administrative	3	3 798 875	3 703 487	339 694	4 043 181	4 043 181	4 211 952
Évaluation	4	605 010	584 963		584 963	584 963	582 324
Gestion du personnel	5	682 790	680 198	3 731	683 929	683 929	707 603
Autres							
-	6	2 055 230	784 302		784 302	1 354 818	1 515 649
-	7						
	8	8 717 524	7 448 638	374 784	7 823 422	8 393 938	8 579 276
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 173 693	3 058 621	30 520	3 089 141	3 089 141	3 233 256
Sécurité incendie	10	2 230 334	2 287 965	169 868	2 457 833	2 457 833	2 302 893
Sécurité civile	11	29 390	3 493		3 493	3 493	3 423
Autres	12	283 830	243 838		243 838	243 838	271 332
	13	5 717 247	5 593 917	200 388	5 794 305	5 794 305	5 810 904
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 079 263	2 126 068	1 620 772	3 746 840	3 746 840	3 621 352
Enlèvement de la neige	15	3 228 947	4 302 711	115 109	4 417 820	4 417 820	4 641 964
Éclairage des rues	16	344 736	201 231	8 852	210 083	210 083	229 241
Circulation et stationnement	17	490 315	482 011	34 774	516 785	516 785	441 714
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 420 504	1 248 609	4 624	1 253 233	1 253 233	1 311 787
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 153 947	1 048 510	51	1 048 561	1 048 561	1 066 786
	22	8 717 712	9 409 140	1 784 182	11 193 322	11 193 322	11 312 844

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018	Réalizations 2018		Total	Réalizations 2018	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 368 359	1 521 345	863 739	2 385 084	1 171 961
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 103 197	1 260 829	827 745	2 088 574	1 351 503
Traitement des eaux usées	25	801 684	650 845	450 850	1 101 695	1 129 409
Réseaux d'égout	26	1 056 185	1 265 847	825 337	2 091 184	1 915 361
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	705 136	799 830	5 659	805 489	1 346 999
Élimination	28	468 960	468 955		1 128 754	410 355
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	112 170	112 167		191 932	514 751
Tri et conditionnement	30	105 940	105 935		105 935	284 040
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	896 710	896 710		896 710	616 372
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	2 648	936		936	104
Autres	39					
	40	6 620 989	7 083 399	2 973 330	10 056 729	8 740 855
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	229 000	261 505		261 505	221 041
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	138 770	134 939		134 939	136 093
	44	367 770	396 444		396 444	357 134
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 631 857	1 658 291	30 159	1 688 450	1 471 566
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	214 550	214 283		214 283	213 498
Tourisme	49	903 924	935 988	404 731	1 340 719	2 473 944
Autres	50	97 650	71 763		71 763	96 503
Autres	51	273 520	380 261		380 261	117 217
	52	3 121 501	3 260 586	434 890	3 695 476	4 372 728

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 273 079	1 241 215	14 124	1 255 339	1 255 339	1 190 113
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 011 511	3 033 529	88 408	3 121 937	3 120 371	3 141 043
Piscines, plages et ports de plaisance	55	508 062	480 677	20 168	500 845	500 845	513 002
Parcs et terrains de jeux	56	197 163	205 485	254 002	459 487	459 487	465 654
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	995 008	937 296	117 263	1 054 559	1 054 559	1 530 084
	60	5 984 823	5 898 202	493 965	6 392 167	6 390 601	6 839 896
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	506 882	551 556	59 734	611 290	611 290	591 370
Bibliothèques	62	989 482	1 072 332	38 080	1 110 412	1 110 412	1 014 022
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	151 832	120 829	7 697	128 526	128 526	135 696
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	826 457	788 215	385 527	1 173 742	1 173 742	2 067 593
	66	2 474 653	2 532 932	491 038	3 023 970	3 023 970	3 808 681
	67	8 459 476	8 431 134	985 003	9 416 137	9 414 571	10 648 577
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68	13 008 031	12 767 175	253 024	13 020 199	13 020 199	12 824 158
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	3 009 350	3 022 046		3 022 046	3 318 138	3 538 637
Autres frais	70	185 100	188 862		188 862	219 838	255 280
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	792 100	651 500		651 500	651 500	615 500
Autres	72	164 000	179 676		179 676	241 930	199 348
	73	4 150 550	4 042 084		4 042 084	4 431 406	4 608 765
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	6 118 577	7 005 601	(7 005 601)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Baie-Comeau _____

Code géographique : 96020 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées		
		municipale	Réalisations	Réalisations	
		Réalisations	2018	2017	
		2018			
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	2 521 792	2 521 792	23 584 573
	Usines de traitement de l'eau potable	2			
	Usines et bassins d'épuration	3	106 259	106 259	
	Conduites d'égout	4	816 953	816 953	191 956
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		226 004	507 985
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 490 347	2 490 347	280 752
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8			56 201
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	27 297	27 297	45 541
	Autres infrastructures	11	4 391	4 391	53 736
	Réseau d'électricité	12	209 612	209 612	
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	1 331 739	1 331 739	1 438 893
	Édifices communautaires et récréatifs	14			8 278
	Améliorations locatives	15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	150 290	150 290	2 344 087
	Ameublement et équipement de bureau	18	72 785	78 287	394 706
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	599 053	602 783	206 163
	Terrains	20	12 500	12 500	314 646
	Autres	21		708 591	306 383
		22	8 343 018	9 286 845	29 733 900

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement

	Conduites d'eau potable	23	2 521 792	2 521 792	23 584 573
	Usines de traitement de l'eau potable	24			
	Usines et bassins d'épuration	25	106 259	106 259	
	Conduites d'égout	26	816 953	816 953	191 956
	Autres infrastructures	27	2 522 035	2 748 039	436 230
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28			
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31			
	Autres infrastructures	32			507 985
	Autres immobilisations	33	2 375 979	3 093 802	5 013 156
		34	8 343 018	9 286 845	29 733 900

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	84 314 066	4 241 308	8 983 799	79 571 575
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	84 314 066	4 241 308	8 983 799	79 571 575
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	28 330 092	1 657 508	1 543 257	28 444 343
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	28 330 092	1 657 508	1 543 257	28 444 343
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	28 330 092	1 657 508	1 543 257	28 444 343
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	28 330 092	1 657 508	1 543 257	28 444 343
	19	112 644 158	5 898 816	10 527 056	108 015 918
Dettes en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	112 644 158	5 898 816	10 527 056	108 015 918

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	108 015 917
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	(65 955)
---------------------------------------	---	----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	28 444 343
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	2 314 923
-----------------	----	-----------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	77 190 696
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	77 190 696
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	77 190 696
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	77 190 696
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	88 481	91 987	114 841
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	155 320		117 163
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 127 201	2 127 203	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			12 438
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 371 002	2 219 190	91 987
				244 442

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1	112 199	151 514
Charges sociales	2	29 218	34 114
Biens et services	3	8 201 601	28 175 452
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	8 343 018	28 361 080

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	40,00	35,00	72 800,00	3 770 952	1 002 807	4 773 759
Professionnels	2	62,00	30,00	96 720,00	1 113 164	296 427	1 409 591
Cols blancs	3	81,00	35,00	147 420,00	4 217 713	1 121 545	5 339 258
Cols bleus	4	70,00	40,00	145 600,00	5 709 251	1 517 360	7 226 611
Policiers	5						
Pompiers	6	39,00	40,00	81 120,00	1 290 523	343 565	1 634 088
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	292,00		543 660,00	16 101 603	4 281 704	20 383 307
Élus	9	9,00			406 892	105 275	512 167
	10	301,00			16 508 495	4 386 979	20 895 474

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	470 456				470 456
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		2 091 133			2 091 133
Réseau de distribution de l'eau potable	13		4 780			4 780
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	142 664	1 337 428			1 480 092
Autres	16	918 140	1 037 186			1 955 326
	17	1 531 260	4 470 527			6 001 787

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	1 234 050	1 241 467
	4	1 234 050	1 241 467
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	816 195	879 782
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	49 620	52 744
	15	865 815	932 526
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	963 205	971 133
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	327 908	344 618
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	46 633	49 073
	26	1 337 746	1 364 824
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	37 452	44 476
Promotion et développement économique	33	301 910	321 584
Autres	34		
	35	339 362	366 060
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	14 502	15 696
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	195 731	205 355
	39	210 233	221 051
Réseau d'électricité			
	40	54 878	60 229
	41	4 042 084	4 186 157

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2	14 500 000	14 937 131
Industrielle	3		14 433 943
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6	14 500 000	14 937 131
		14 937 131	14 433 943
Charges			
Achat d'énergie	7	11 100 000	10 893 657
Taxe sur le revenu brut	8		10 809 302
Frais d'exploitation	9	1 908 031	1 761 758
Autres frais	10		
Frais de financement	11	54 880	54 878
Amortissement des immobilisations	12	268 439	253 024
	13	13 331 350	12 884 387
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15	13 331 350	13 075 077
		13 075 077	12 884 387
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	1 168 650	1 862 054
		1 862 054	1 549 556
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17	268 439	253 024
Produit de cession	18		253 098
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21	268 439	253 024
		253 024	253 098
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32	268 439	253 024
		253 024	253 098
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	1 437 089	2 115 078
		2 115 078	1 802 654

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Élus, rémunération VBC	212 908	78 693

Note

La rémunération ci-haut exclus les indemnités de départ versées qui totalisent 115 291 \$ pour l'année 2018.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	3 728 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	114 596 \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ 226 261 \$
b) autres formes d'aide	20	_____ 56 577 \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	
Facteur comparatif de 2018	22	
Valeur uniformisée	23	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- | | | |
|--|----|----|
| a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) | | |
| - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver | 25 | \$ |
| - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver | 26 | \$ |
| b) Dépenses d'investissement | 27 | \$ |
| c) Total des frais encourus admissibles | 28 | \$ |
| d) Description des dépenses d'investissement : | | |

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|--|
| a) Numéro de la résolution | 29 | |
| b) Date d'adoption de la résolution | 30 | |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Baie-Comeau

Code géographique : 96020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

TABLE DES MATIÈRES**PAGE****Taux global de taxation réel audité**

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel

3

Taux global de taxation réel

4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la Ville de Baie-Comeau

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Baie-Comeau (ci-après « l'entité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton sevecc

CPA Auditeur, CA permis de comptabilité publique no A112439
Raymond Chabot Grant Thornton
810, rue Bossé
Baie-Comeau (Québec)
G5C 1L6

DATE 2019-09-16

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	43 898 205
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	29 318
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	11 682 197
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	167 189
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>32 019 501</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 827 416 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 830 216 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 828 816 100</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14

	1
--	---

 ,

7	5	0	8
---	---	---	---

 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Baie-Comeau _____

Code géographique : 96020 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	42 432 580
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	42 432 580

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 849 850
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	145 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	2 994 850
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	2 994 850
	27	45 427 430

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	531 560
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	8 870
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	41 090
	5	581 520

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 060 630
Cégeps et universités	7	252 460
Écoles primaires et secondaires	8	931 450
	9	2 244 540

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	2 826 060

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	48 770
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	45 630
Taxes d'affaires	17	
	18	94 400

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 920 460

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

S57

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrevements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 116 242 226	X 5 1,7300	/100\$ 6 19 311 000				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 139 113 594	X 8 1,7300	/100\$ 9 2 406 670				
Immeubles non résidentiels	10 266 415 630	X 11 3,8600	/100\$ 12 10 283 650				
Immeubles industriels	13 242 213 350	X 14 4,2300	/100\$ 15 10 245 630				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 4 589 900	X 20 3,9300	/100\$ 21 180 390				
Immeubles agricoles	22 302 600	X 23 1,7300	/100\$ 24 5 240				
Total			25 42 432 580	26 ()	27 ()	28	29 42 432 580

Taxes spéciales

Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

558

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12								
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18								
Autres	19	X 20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41								
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47								
Autres	48	X 49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53								
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58				
	<u>Valeur locative imposable</u>										
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65				

9

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	2 | 1 | 5	,	0 | 0	\$
Égout	2	| | |	,	| |	\$
Eau et égout	3	| | |	,	| |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | |	,	| |	\$
Matières résiduelles	5	| | |	,	| |	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Compensation tenant lieu de taxes	0,5000	1	Art. 10 Règl. taxation

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	10 283 650	10 245 630		180 390	2 406 670	5 240
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	614 782	4 210			677 905	1 658
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	10 898 432	10 249 840		180 390	3 084 575	6 898

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		<u>Résidentielles</u>	<u>Résiduelle Agriculture Résidences</u>	<u>Autres</u>	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	19 311 000			42 432 580
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	1 551 295			2 849 850
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	20 862 295			45 282 430

10

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>71 695 506 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>7 848 110 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>4 137 541 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>2 890 500 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-17</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Jeanie Caron , atteste que le rapport financier consolidé de Baie-Comeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-08-26.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Baie-Comeau.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Baie-Comeau consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Baie-Comeau détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-09-13 11:22:24

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Baie-Comeau

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Réalizations 2017		Budget 2018	Réalizations 2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement	1	66 549 032	65 842 590	67 142 581	5 895 810	69 972 156
Investissement	2	20 056 006		4 407 918	133 601	4 541 519
	3	86 605 038	65 842 590	71 550 499	6 029 411	74 513 675
Charges	4	63 307 940	64 999 377	65 438 118	5 736 168	68 108 051
Excédent (déficit) de l'exercice	5	23 297 098	843 213	6 112 381	293 243	6 405 624
Moins : revenus d'investissement	6 (	20 056 006 ) (	) (	4 407 918 ) (	133 601 ) (	4 541 519)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	3 241 092	843 213	1 704 463	159 642	1 864 105
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	6 110 986	6 118 577	7 005 601	1 122 581	8 128 182
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9				11 976	11 976
Remboursement de la dette à long terme	10 (	7 862 284 ) (	8 522 990 ) (	7 932 564 ) (	946 053 ) (	8 878 617)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	415 586 ) (	140 000 ) (	358 706 ) (	192 726 ) (	551 432)
Excédent (déficit) accumulé	12	(303 865)	1 701 200	2 579 587		2 579 587
Autres éléments de conciliation	13	296 059		326 951	30 514	357 465
	14	(2 174 690)	(843 213)	1 620 869	26 292	1 647 161
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 066 402		3 325 332	185 934	3 511 266

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2017		2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	159 868	302 352	1 980 519	2 317 263
Débiteurs	2	53 320 636	56 176 787	55 129 653	53 138 401
Placements de portefeuille	3	9 000 000	2 000 000	1 313 538	8 491 962
Autres	4	223 958	223 958	323 958	323 958
	5	62 704 462	58 703 097	58 747 668	64 271 584
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	100 164 319	96 263 950	107 961 017	112 622 758
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	7 556 000	7 463 300	7 463 300	7 556 000
Autres	9	15 298 670	10 344 199	11 868 697	17 755 500
	10	123 018 989	114 071 449	127 293 014	137 934 258
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(60 314 527)	(55 368 352)	(68 545 346)	(73 662 674)
Actifs non financiers					
Immobilisations	12	181 344 118	182 354 584	205 305 176	204 729 510
Autres	13	2 108 224	2 263 964	4 332 411	3 899 748
	14	183 452 342	184 618 548	209 637 587	208 629 258
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	8 050 537	7 913 478	9 174 900	9 276 809
Excédent de fonctionnement affecté	16	741 966	656 387	656 387	741 966
Réserves financières et fonds réservés	17	1 132 535	1 357 842	1 825 938	1 654 750
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	1 287 031 ) (	855 259 ) (	855 259 ) (	1 287 031)
Financement des investissements en cours	19	1 439 523	2 314 923	2 385 500	1 137 779
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	113 060 285	117 862 825	127 904 775	123 442 311
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	123 137 815	129 250 196	141 092 241	134 966 584

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Fonds auto-assurance	23	656 387	741 966
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	656 387	741 966
Organismes contrôlés et partenariats	33		
	34	656 387	741 966
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	1 357 842	1 132 535
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	468 096	522 215
	37	2 482 325	2 396 716

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTLEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	77 190 696
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	77 190 696

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018 Total consolidé	2017 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	79 571 575	84 314 066
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	28 444 343	28 330 092
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	108 015 918	112 644 158

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017	Budget 2018	Réalizations 2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	43 450 938	43 823 990	43 898 205	43 898 205
Compensations tenant lieu de taxes	12	2 503 190	2 452 790	2 611 668	2 611 668
Quotes-parts	13				
Transferts	14	1 163 711	973 480	1 593 869	2 525 733
Services rendus	15	17 414 059	17 046 960	17 506 708	18 906 049
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	1 343 696	1 223 300	1 319 082	1 310 582
Autres	17	673 438	322 070	213 049	719 919
	18	66 549 032	65 842 590	67 142 581	69 972 156
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	20 056 006		4 407 918	4 541 519
Autres	22				
	23	20 056 006		4 407 918	4 541 519
	24	86 605 038	65 842 590	71 550 499	74 513 675

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	8 717 524	7 448 638	374 784	7 823 422	8 393 938	8 579 276
Sécurité publique							
Police	2	3 173 693	3 058 621	30 520	3 089 141	3 089 141	3 233 256
Sécurité incendie	3	2 230 334	2 287 965	169 868	2 457 833	2 457 833	2 302 893
Autres	4	313 220	247 331		247 331	247 331	274 755
Transport							
Réseau routier	5	6 143 261	7 112 021	1 779 507	8 891 528	8 891 528	8 934 271
Transport collectif	6	1 420 504	1 248 609	4 624	1 253 233	1 253 233	1 311 787
Autres	7	1 153 947	1 048 510	51	1 048 561	1 048 561	1 066 786
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	4 329 425	4 698 866	2 967 671	7 666 537	7 666 537	5 568 234
Matières résiduelles	9	2 288 916	2 383 597	5 659	2 389 256	3 128 820	3 172 517
Autres	10	2 648	936		936	936	104
Santé et bien-être	11	367 770	396 444		396 444	396 444	357 134
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 631 857	1 658 291	30 159	1 688 450	1 688 450	1 471 566
Promotion et développement économique	13	1 216 124	1 222 034	404 731	1 626 765	2 598 862	2 783 945
Autres	14	273 520	380 261		380 261	380 261	117 217
Loisirs et culture	15	8 459 476	8 431 134	985 003	9 416 137	9 414 571	10 648 577
Réseau d'électricité	16	13 008 031	12 767 175	253 024	13 020 199	13 020 199	12 824 158
Frais de financement	17	4 150 550	4 042 084		4 042 084	4 431 406	4 608 765
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	58 880 800	58 432 517	7 005 601	65 438 118	68 108 051	67 255 241
Amortissement des immobilisations	20	6 118 577	7 005 601	(7 005 601)			
	21	64 999 377	65 438 118	0	65 438 118	68 108 051	67 255 241

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3